

HONGRIE

L'écart de PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'OCDE s'est encore resserré, mais il reste très marqué, à cause d'un faible niveau de productivité et d'utilisation des ressources en main-d'œuvre.

Priorités

Réduire le coïncidence fiscale sur les revenus du travail

Enjeu et recommandations : pour faire baisser les coûts de main-d'œuvre et stimuler la création d'emplois, il avait été recommandé de réduire à moyen terme le coïncidence fiscale relativement élevé, en finançant cette mesure par une diminution des dépenses publiques.

Mesures prises : les besoins impérieux d'assainissement budgétaire font que certains éléments du coïncidence fiscale se sont alourdis, bien que le barème du taux marginal d'imposition ait été assoupli.

Réformer le régime d'invalidité

Enjeu et recommandations : le régime d'invalidité bénéficie à une population bien plus nombreuse que celle qui était initialement visée, ce qui a contribué à un faible taux d'emploi, surtout parmi les travailleurs âgés. Il avait été recommandé de prendre davantage en compte la capacité résiduelle de travail pour évaluer le taux d'invalidité et de mettre davantage l'accent sur la réadaptation pour diminuer le nombre des titulaires d'une pension d'invalidité.

Mesures prises : en vertu des réformes du régime d'invalidité, entrant en vigueur en 2008, les nouveaux demandeurs qui ont une capacité résiduelle de travail sont tenus de participer à un programme de réadaptation tout en percevant les prestations.

Améliorer l'efficacité du système éducatif

Enjeu et recommandations : pour répondre à la demande en forte croissance dans l'enseignement supérieur, il avait été recommandé de poursuivre la réforme des cursus et de mettre en œuvre les mesures prévues d'augmentation de la proportion d'étudiants contribuant aux frais de scolarité. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, il avait été recommandé de remédier aux problèmes d'incitation que posaient les barèmes de rémunération des enseignants et de diminuer la protection de l'emploi.

Mesures prises : à partir de septembre 2008, davantage d'étudiants paieront une contribution aux frais de scolarité et les forces du marché joueront un plus grand rôle dans l'attribution des financements aux prestataires de services d'enseignement. Les autres mesures ont concerné essentiellement l'enseignement primaire et secondaire; où le nombre d'heures hebdomadaires d'enseignement par enseignant a été porté de 20 à 22.

Accroître l'efficacité du secteur public

Enjeu et recommandations : pour accroître l'efficacité du secteur public, il avait été recommandé de mettre en œuvre le projet de réforme de 2006 visant à une plus grande transparence dans l'administration publique et à une prestation efficiente des services publics. On avait en outre noté que la coopération au niveau des communes pouvait être renforcée en développant la prestation conjointe des services.

Mesures prises : le gouvernement a diminué le nombre des ministères et réaménagé le réseau régional d'instances publiques. Des réformes ont eu lieu également dans le secteur de la santé, notamment avec une plus large application de la participation financière du patient, la réorganisation des services de santé selon une structure d'assurance à plusieurs niveaux et la restructuration du réseau hospitalier. Les autorités s'efforcent également d'améliorer les mécanismes de nature à favoriser la prestation conjointe intercommunale de certains services.

Faire reculer l'économie souterraine

Enjeu et recommandations : pour lutter contre l'économie souterraine, il avait été recommandé de subordonner le bénéfice des services de santé au paiement de cotisations, de rééquilibrer les prestations sociales dans un sens plus favorable à l'emploi et de porter les sanctions en cas d'abus à un niveau dissuasif. Il avait été en outre recommandé de suivre de près le système récemment mis en place de salaire minimum modulé en fonction du niveau d'instruction, car les nouveaux minima pouvaient risquer de faire disparaître certains emplois, devenus trop coûteux, et de faire passer dans l'économie souterraine d'autres emplois.

Mesures prises : la campagne contre le travail clandestin s'est intensifiée, et en particulier les contrôles se sont multipliés à l'égard des personnes dont les conditions de vie paraissent incompatibles avec leur déclaration de revenu. En ce qui concerne la réforme dans le secteur de la santé, la nouvelle couverture maladie à plusieurs niveaux reposant sur des cotisations de sécurité sociale devrait également contribuer à renforcer le travail déclaré.